

Le sort des acteurs de la transition en Centrafrique au menu du sommet de la CEEAC. Le Parlement transitoire centrafricain envoyé d'urgence à Ndjamena par avion

09/01/2014 à 15:00 Par Vincent Duhem

Les principaux présidents des pays de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) sont réunis à N'Djamena pour un sommet extraordinaire. Au menu, le sort des acteurs de la transition centrafricaine, le chef de l'État Michel Djotodia et le Premier ministre Nicolas Tiangaye.

Le sommet extraordinaire de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) s'est ouvert jeudi 9 janvier à la mi-journée à N'Djamena.

Les principaux présidents des pays membres de l'organisation y participent : le Congolais Denis Sassou Nguesso, médiateur de la crise, les chefs d'État de la RDC, Joseph Kabila, du Gabon, Ali Bongo Ondimba, et de Sao Tomé, Manuel Pinto da Costa. En revanche, Paul Biya (Cameroun) et Pierre Nkurunziza (Burundi) sont absents. Le premier est représenté par son Premier ministre, le second par son vice-président.

"Un seul constat doit être fait et il est amer : La RCA (république centrafricaine) subit au plus profond d'elle même les agissements de ses propres fils plongeant leur pays dans une guerre qui compromet dangereusement son avenir", a déclaré Idris Déby avant le début des travaux.



(De g à d) Le président du Gabon Ali Bongo, le président du Congo Denis Sassou Nguesso, le président tchadien Idriss Deby, le président de Sao Tomé et Principe Manuel Pinto da Costa, le président de la RDC Joseph Kabila et le président de Centrafrique Michel Djotodia. ©AFP

Après une brève cérémonie d'ouverture (45 min), les dirigeants se sont entretenus lors d'un semi-huis clos auquel ont participé le général Babacar Gaye, représentant spécial de l'ONU, le général congolais Jean-Marie Michel Mokoko, chef de la MISCA, et le Commissaire à la Paix et la Sécurité de l'organisation, Ismaël Chergui. La France, et l'Organisation internationale de la Francophonie étaient également représentés.

Vers 15 heures, les chefs d'État de la CEEAC, le secrétaire général Allami Ahmat de l'organisation, le président de transition Michel Djotodia, le Premier ministre Nicolas Tiangaye et le président du Conseil national de transition Alexandre Ferdinand Nguendet se sont retrouvés pour un huis clos plus restreint. Selon l'ordre du jour, les débats se poursuivront jusqu'à vendredi matin.

Ce matin, lors d'une réunion entre les ministres des Affaires étrangères de la CEEAC, le Tchad et le Congo-Brazzaville ont affiché des désaccords sur les décisions à prendre, selon un diplomate de l'organisation sous régionale.

"Le sommet a été convoqué à cause de la détérioration de la situation sécuritaire", a déclaré mercredi soir à l'AFP Allami Ahmat. "Les autorités centrafricaines seront interpellées pour mieux faire au lieu de perdre leur temps à se quereller, à s'insulter sur la place publique", a-t-il indiqué.

"On assiste à une situation déplorable : d'un côté les autorités de la transition qui font montre d'une certaine incapacité, voire impuissance, à résoudre le problème, de l'autre une société civile et une classe politique qui s'évertuent à jeter de l'huile sur le feu", selon le secrétaire général.

Allami Ahmat a néanmoins démenti que le sommet avait été organisé pour "changer de régime". Il semble pourtant que le sort des principaux acteurs de la transition, le chef de l'État, le Premier ministre et le président du Conseil national de transition se joue dans les heures qui viennent.

Les trois hommes sont arrivés à N'Djamena mercredi en fin de journée à bord d'un avion mis à leur disposition par la présidence tchadienne. Pléthorique, la délégation centrafricaine est également composée de Herbert Gontran Djono-Ahaba, ministre d'État aux Mines, au Pétrole et à l'Énergie et d'Arnaud Djoubaye Abazene, ministre des Transports, respectivement neveu et frère cadet de Djotodia. Le ministre du Plan, de l'économie et de la coopération, Amal Amlas Haroun, et celui de l'Éducation nationale, Marcel Loudégué, sont également présents. Ce dernier est membre du Mouvement pour la libération du peuple centrafricain (MLPC), le parti de l'ancien premier ministre Martin Ziguélé.

Joachim Kokaté, le coordinateur militaire du Mouvement de révolte populaire pour la refondation de la Centrafrique (MRPRC), qui se présente comme la branche politique du mouvement anti-balaka, participe au sommet. L'entourage de François Bozizé a précisé qu'il n'avait pas été mandaté par l'ancien président centrafricain.

Source : <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20140109130338/>